



Rencontres Animation Formation

Neuvième édition
16 et 17 novembre 2017

Angoulême

Actes



1. Les chiffres du secteur

Intervenants

Benoît Danard (CNC)

Stéphane Le Bars (SPFA)

Béatrice de Fournoux (Afdas)

Carole Perraut (Audiens)

Jack Aubert (SPFA)

Benoît Danard insiste sur l'efficacité du dispositif mis en place pour favoriser la localisation de la fabrication sur le territoire. Stéphane Le Bars lui fait écho, rappelant que les bons chiffres de 2016 s'expliquent par le double effet du crédit d'impôt et de la réforme du Fonds de soutien, en appui aux obligations des chaînes.

Depuis plusieurs années, on constatait l'existence d'un "plafond de verre" de quelque 315 heures de production fraîche par an. Ce chiffre a été porté à 388 heures en 2016, correspondant à près de 200 M€ dépensés sur le territoire (contre quelque 150 M€ les années précédentes). Si une telle progression devait se pérenniser, cela ne manquerait évidemment pas de poser certaines questions au CNC...

L'histoire des 10 dernières années est celle du renforcement des capacités de financement domestiques, qui a mis les producteurs français en position de profiter pleinement des opportunités offertes notamment par la demande des plateformes numériques internationales, laquelle a eu aussi pour conséquence de dynamiser la demande des diffuseurs traditionnels. Les chiffres à l'export traduisent directement cette excellente santé.

L'augmentation attendue des coûts de production liée à la relocalisation n'est pas flagrante.

A la différence de celui de la production audiovisuelle, le secteur du long métrage reste fragile et ses performances insuffisantes. La faiblesse de l'investissement des chaînes - qui ne sont pas soumises à des obligations - reste le mal récurrent du long métrage et l'on ne voit poindre aucune embellie. Une réponse ne pourrait donc être apportée, selon le SPFA, que par les pouvoirs publics. Toujours est-il que beaucoup reste à faire pour augmenter la part de marché du long métrage d'animation français.

Echanges avec la salle

Christophe Jankovitch (Prima Linea) déplore une évolution préoccupante du financement du long métrage par les diffuseurs et plaide pour un développement de la coproduction européenne.

Philippe Alessandri, président du SPFA, évoque l'émergence d'une structuration des producteurs européens dans le contexte de discussions avec Europe Creative Media tendant vers un plan d'action européen en faveur du long métrage d'animation.

Annick Teninge (la Poudrière), revenant sur le nombre d'emplois créés, demande s'il est possible de segmenter cette progression selon les métiers, et, corollairement, pour quels métiers les tensions sur l'emploi sont les plus intenses.

Jack Aubert (SPFA) reconnaît l'intérêt d'une telle segmentation... qui n'a pas été effectuée... Il insiste avec d'autres sur une situation marquée par des difficultés sérieuses de recrutement. La question de la formalisation des besoins reste à ses yeux complexe et une gestion prévisionnelle des emplois très difficile.

René Broca souhaite que l'on ne se résigne pas à la myopie et rappelle que les écoles, qui sont dans le temps long de la formation, ont besoin de tous les éléments pouvant leur permettre d'anticiper les attentes de l'industrie.

Jacques Bled (Illumination MacGuff) estime qu'une appréciation plus fine de la situation serait nécessaire, qui pourrait être facilitée par une nouvelle grille des métiers. On reste obligé de travailler selon des appellations "fourre-tout", qui n'ont pas grand sens.

Philippe Alessandri évoque des difficultés de recrutement générales mais cite plus particulièrement l'animation, le storyboard, le compositing, le décor et le layout. Nicolas Schmerkin (Autour de Minuit) y ajoute l'encadrement de production. Alexis Lavillat (Normaal Animation) affirme ne pas rencontrer de difficultés de recrutement.

Cf annexes 1 à 6

annexe 1 – Le marché de l'animation – présentation CNC - SPFA

annexe 2 – Le marché de l'animation en 2016 – rapport CNC

annexe 3 – Les chiffres clés de l'animation en 2016 – rapport CNC

annexe 4 – Les chiffres du secteur – présentation AUDIENS

annexe 5 – La production de films d'animation et d'effets visuels en 2016 – rapport AUDIENS

annexe 6 – La formation professionnelle dans le cinéma d'animation - présentation Afdas

2. La féminisation des formations

Intervenante

Christine Mazereau (RECA)

En complément de la présentation, plusieurs écoles livrent leurs témoignages sur la féminisation progressive de la population étudiante.

ATI relève une progression globale sensible, surtout depuis 2010, de 10% à 38% aujourd'hui.

ECV est passé de 10% en 2000 à 55% aujourd'hui.

L'Idem compte 53% de filles dans son établissement de Perpignan et 56% dans celui de Barcelone.

Gobelins constate une parité depuis 6 ans ; au niveau des films de fin d'études, les équipes sont rarement mixtes mais les personnages féminins sont aujourd'hui sensiblement plus nombreux, y compris dans les films réalisés par des équipes de garçons.

L'Atelier compte une impressionnante majorité de filles, à 75% désormais.

Cf annexe 7 – La féminisation des formations – présentation RECA

3. Le coût de la formation : éléments de comparaison avec d'autres secteurs

Intervenant

Hugo Harari-Kermadec (ENS Cachan)

Cf annexe 8 – Le coût de la formation – présentation Hugo Harari-Kermadec

4. Formation : quelques nouvelles approches

Intervenants

Christine Rey (CFA L'Idem)
Carole Toledo (ECAS/TeamTO)
Emmanuelle Tieu (Ecole Estienne)
Bernard Gabillon (ESAAT)

Le Centre de Formation d'Apprentis de l'Idem : Christine Rey (cf. annexe 9)

Le CFA a été créé à la suite de discussions tenues aux RAF avec des responsables de l'Afdas.

Les principaux défis à relever tiennent d'une part au refus des studios d'accepter des jeunes au "niveau zéro", d'autre part à la difficulté d'adapter le rythme de l'apprentissage et celui de la production.

Echanges avec la salle

Un participant fait remarquer que beaucoup de studios ne sont pas informés des exonérations de charges auxquelles ils pourraient prétendre en accueillant des apprentis.

Annick Teninge demande s'il n'est pas extrêmement difficile de conjuguer un enseignement à la carte, tel que celui dispensé par l'Idem, avec une inscription RNCP, laquelle a des exigences très précises quant aux compétences métiers.

Christine Rey confirme la difficulté, mais "il n'y a pas le choix"...

L'ECAS de TeamTO : Carole Toledo (cf. annexe 10)

Evolutions des DMA d'animation

Bernard Gabillon (ESAAT) (cf. annexe 11)

Emmanuelle Tieu (Ecole Estienne) (cf. annexe 12)

L'évolution des DMA d'animation vers le système LMD aura le grand mérite de permettre des équivalences impossibles dans le cadre actuel.

Une interrogation se fait jour cependant quant aux futures conditions d'accès à la formation, le recrutement s'effectuant théoriquement au niveau zéro.

Cf annexes 9 à 12

Annexe 9 – Formation : nouvelles approches – présentation CFA L'Idem

Annexe 10 – Formation : nouvelles approches – présentation ECAS/TeamTO

Annexe 11 – Formation : nouvelles approches – présentation ESAAT

Annexe 12 – Formation nouvelles approches – présentation Ecole Estienne

5. Faut-il repenser le paysage de la formation ?

Intervenants

Jacques Bled (Illumination MacGuff)

Lionel Fages (Cube Creative)

Gilles Gaillard (Mikros Image)

Gilbert Kiner (ArtFX)

Catherine Totems (Atelier de Sèvres)

René Broca. L'intitulé de cette table ronde est volontairement provocateur. En effet, en dépit de l'excellence confirmée de plusieurs formations, des chantiers importants demeurent ouverts.

- La lisibilité de l'offre de formation. La question était au fondement de la création du RECA. En dépit des progrès réalisés, elle reste pendante. On compterait une centaine de formations aujourd'hui et de nouvelles écoles continuent de se créer. En creux est posé le problème de l'évaluation de toutes ces formations et des critères de jugement à mettre en œuvre. L'hypothèse d'un label, repoussée jusqu'à présent, ne devrait-elle pas être reconsidérée ?
- Les parcours de formation. Il est courant qu'un jeune suive successivement plusieurs formations, avec des durées d'étude pouvant atteindre les 7 ans. Il serait souhaitable de pouvoir articuler de telles progressions sur des définitions plus précises des contenus de formation et de leurs durées.

Lionel Fages. Les studios sont favorables à une offre de formation riche et variée. Chez Cube, on cherche depuis 15 ans des réalisateurs et des auteurs et on est satisfait du travail des écoles dans tous ses aspects, créatif comme technique.

Catherine Totems. Il y a en effet un manque de lisibilité. Il est difficile de choisir les écoles. Un autre problème important est celui du coût des formations.

Gilbert Kiner. Chaque école a une âme, une démarche propre. Comment faire pour labelliser ? Il y aurait besoin d'outils permettant de qualifier les écoles ; de se rapprocher des studios pour mettre en place des critères. Il faut

également trouver des solutions pour les jeunes qui ont un potentiel mais ne pourront jamais se payer des cursus longs. Ce qui existe est bon, mais il y a aussi besoin d'autres approches, ouvrant des cycles de formation courts, d'un an, de deux ans... L'alternance, l'apprentissage participent de l'éventail des solutions.

Gilles Gaillard. Moi aussi, je dis bravo et merci aux écoles. Cela dit, le nombre des écoles pose déjà un problème pratique : les gens chargés du recrutement doivent considérer quelque cent écoles différentes. Ce sont des moyens considérables qu'il faut mobiliser.

Nous doublons notre activité chaque année et les compétences que nous devons trouver sont artistiques autant que techniques et managériales. Des formations courtes sont en effet nécessaires, non seulement au niveau de la formation initiale mais aussi à celui de la formation continue.

La question des parcours de formation se pose en effet aussi pour les professionnels déjà en poste : comment faire progresser plus vite les graphistes et les encadrants ? Nous aurions les moyens en temps et en argent pour le faire mais nous ne nous sommes pas mobilisés collectivement pour cela.

Jacques Bled. Il faut passer du stade de la cartographie à celui de l'évaluation clinique. C'est là que ça va moins bien. La production de talents en France a été évidemment décisive dans le succès de l'animation française. Mais, eu égard au nombre de projets, nous sommes désormais en tension ; chez Illumination, nous sommes près de 900 aujourd'hui et nous cherchons une centaine de personnes pour le printemps prochain. Très clairement, nous ne les trouverons pas ! Les juniors, il y en a. Le problème se situe dans les strates intermédiaires, pour les gens qui ont un potentiel mais auraient besoin d'une formation continue pour évoluer.

Certains d'entre nous travaillent désormais pour un marché mondial, sur lequel les concurrents se nomment Pixar, Blue Sky, etc. Aujourd'hui, le rapport coût/performance en France est le meilleur au monde. Cela ne signifie pas qu'on puisse se reposer sur ces lauriers. Nous devons mieux accompagner les juniors qui sortent de l'école - j'emploie le terme et je regrette profondément que les discussions que nous avons eues avec les syndicats de salariés pendant deux ans n'aient pas pu aboutir - et que les écoles voient peut-être meilleurs qu'ils ne sont réellement. Il faut aussi se préoccuper des professionnels qui ont deux ou trois ans d'expérience. Je crois qu'on a manqué un certain nombre de rendez-vous avec le RECA et qu'il faut recréer une dynamique, se voir sans doute plus souvent qu'une fois par an aux RAF.

G.G. Nous n'en faisons pas assez sur la lisibilité des métiers. Comment les studios peuvent-ils aider les écoles à produire des formes de certification ? Il faut aussi que soit reconnue l'expérience d'un studio à l'autre : quelqu'un qui

est devenu "middle" dans un studio doit pouvoir être reconnu comme tel dans le studio suivant.

J.B. C'est ce que nous avons déjà proposé pour les juniors. Nous devons retravailler sur ce point.

La réponse que les studios apportent, c'est de mettre en place leurs propres formations et ce n'est pas en concurrence avec les écoles.

G.K. Les écoles doivent pouvoir jouer un rôle dans ce processus.

J.B. Nous avons aussi des messages à faire passer aux politiques. La taxe d'apprentissage est un dispositif formidable, mais nous ne savons plus la tracer depuis la dernière réforme et c'est anormal. Illumination a 1 M€ à distribuer ; c'est important !

L.F. Nous devons communiquer plus sur nos besoins et nos attentes auprès des écoles et des étudiants.

Moïra Marguin (Gobelins). Un label risque de faire encore monter les prix... Nous avons commencé à décrire différentes formations dans un même langage, avec 5 écoles du RECA, avec l'horizon d'un concours commun à destination de l'étranger. C'est un début dans le sens d'une meilleure lisibilité.

La formation continue pose des problèmes de temps - quand l'effectuer ? - et de financement - ils existent mais par qui doivent-ils être mobilisés ? Il faut faire coïncider le projet de l'employé et celui de l'entreprise. Il faudrait aussi citer des exemples probants de formation en ligne.

J.B. Et la question de la traçabilité des anciens étudiants ?

M.M. Il y a des difficultés à donner les adresses...

G.G. Pas si les gens sont d'accord.

M.M. Un groupe s'est constitué dans LinkedIn de gens formés à la gestion de production qui a vocation à être l'interlocuteur des studios à la recherche de ces profils. C'est une initiative qui pourrait être étendue.

G.G. Sur la question du temps de la formation continue, on peut trouver des solutions innovantes compatibles avec les impératifs des entreprises. Sur le financement, le choix politique a été fait de mettre la responsabilité de l'employabilité sur l'employé, les entreprises n'étant pas supposées pouvoir la garantir. Mais les entreprises - c'est ce que font Mikros et Technicolor - peuvent injecter de l'argent en plus des droits ouverts par le compte CPF de l'employé, et créer ainsi un effet de levier intéressant.

J.B. On aurait besoin d'y voir plus clair sur les forces et les faiblesses de la formation continue. Cela reste compliqué. Ce pourrait être un axe de réflexion pour le CNC : trouver des mécanismes d'optimisation de l'emploi des sommes disponibles.

Ségolène Dupont (CPNEF-AV). Il existe un autre levier de formation continue : le certificat de qualification professionnelle, plus facile à financer parce que certifiant.

G.K. La formation continue reste un problème, notamment en termes de financement. C'est toujours trop cher et les actions envisagées avortent souvent. Par ailleurs, il faut aussi considérer que l'expertise pédagogique développée par les écoles en formation initiale doit pouvoir servir à la formation continue.

Annick Teninge (la Poudrière). Il reste difficile d'accorder les besoins des entreprises et ceux des intermittents.

J.B. Nous devons trouver des axes de réforme à soumettre aux politiques. Il y a une écoute : la culture, c'est 85 Mds€/an. Les responsables de la Culture et de l'Education nationale ont envie de travailler avec nous.

G.G. L'Europe a raté le virage des tuyaux ; il ne faudrait pas rater celui des contenus.

Aymeric Hays-Narbonne (RECA). Beaucoup a été fait par le RECA en termes de lisibilité de l'offre. Le site en témoigne. Ce travail doit continuer.

5. Actualités du RECA

Intervenantes

Christine Mazereau (RECA)
Moira Marguin (Gobelins)

Cf annexe 13 – Actualités du RECA

6. Le modèle pédagogique de l'école ArtFX

Intervenant

Gilbert Kiner (ArtFX)

50% de nos étudiants partent travailler à l'étranger en sortie d'école, 70% au bout d'un an. La demande internationale est considérable.

Echanges avec la salle

X. La pédagogie nouvelle que vous venez de détailler s'applique-t-elle dès la première année ?

G.K. Pas encore. Et elle ne s'applique pas encore non plus à toutes les matières. Mais le processus est en cours et s'étendra dès l'année prochaine.

X. Des jeunes de 18 ans ont-ils la maturité suffisante ?

G.K. Ils sont immatures, c'est vrai, mais cette pédagogie leur donne une motivation spectaculaire.

X. Comment gérez-vous les emplois du temps des enseignants avec ce principe d'ateliers exclusifs d'une semaine ?

G.K. C'est une difficulté. On avance pas à pas avec les enseignants, qui décident du rythme de leurs interventions théoriques et pratiques. Le rythme est intensif pendant une semaine pour les ateliers, plus tranquille la semaine suivante pour avoir le temps d'assimiler les apports théoriques et préparer l'atelier suivant.

Cf annexe 14 – Le modèle pédagogique de l'école ArtFX

7. Le dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi

Intervenants

Béatrice de Fournoux (AFDAS)

Marie Marsaud (AFDAS)

Marie-Line Moreau (Pôle Emploi)

Brigitte David (Unique Animation)

François Perreau (Superprod)

Guillaume Génot (EMCA)

Cf annexes 15 et 16

Annexe 15 - POE au plan national - présentation AFDAS

Annexe 16 - POE collective à Angoulême - présentation commune

8. Etude de cas : le pipeline de *Les as de la jungle*

Intervenants

Stéphane Margail (TAT productions)

Romain Teyssonneyre (TAT productions)

Le film a rassemblé à ce jour 684 000 spectateurs ; il a été fabriqué en 18 mois pour un budget de 5,2 M€ et avec une centaine de professionnels impliqués.

La R&D, c'était en tout et pour tout un graphiste développeur et un stagiaire.

L'animation a été faite sous 3DS Max et le compositing sous After Effects. Nous n'avons pas augmenté les équipes qui avaient réalisé les séries et notre salut est venu du fait qu'elles étaient déjà familières avec l'univers du film, notamment les personnages (mais les assets de la série n'ont pas été réutilisés). Ceci nous a permis de supprimer l'étape de préproduction.

Il est clair que cela n'a été possible que grâce à une motivation exceptionnelle et qu'à l'avenir, nous apprécierions de travailler avec un peu plus de confort.

Cf annexe 17 – Le pipeline de production de *Les as de la jungle* – présentation TAT productions
